



SOPA/CDI/lucha por la igualdad de género © Twin

Le commerce, levier du développement Pour les femmes aussi ?

Le genre dans les projets du Trade for Development Centre

Trois cas concrets au Pérou, en RDC et au Maroc apportent une réponse à la question. Celui qui, à l'instar du Trade for Development Centre, considère le commerce équitable et durable comme un levier dans la lutte contre la pauvreté et de réduction des inégalités, doit se poser deux questions lors de l'approbation des projets : qui effectue le travail de production et qui gère les bénéfices une fois que le projet accroît les revenus ?

Le genre

Dans le cadre de la Coopération au développement, cela fait longtemps que l'on constate que la participation des femmes influe positivement sur l'efficacité des projets. Mais il a fallu attendre le début des années 90 pour que le concept de *genre* y soit introduit. Celui-ci ne se réfère pas aux différences biologiques entre hommes et femmes, mais à la construction sociale et culturelle de la masculinité et de la féminité. Des études interculturelles et anthropologiques ont en effet montré que les rôles attribués aux hommes et aux femmes sont définis socialement et culturellement, et qu'ils sont donc modifiables.

Si l'égalité de genre est un droit fondamental, les rapports entre hommes et femmes sont aujourd'hui hélas le plus souvent inégaux. De par le monde, les femmes prestent deux tiers de toutes les heures de travail productives et reproductives, alors qu'elles ne perçoivent même pas la moitié des revenus. De plus, des études ont démontré que les femmes consacrent une plus grande partie des revenus à la famille, notamment à l'alimentation, à l'enseignement et aux soins de santé. C'est pourquoi le genre s'est vu octroyer une place importante dans les objectifs du Millénaire et que tout processus de développement doit se fonder sur une bonne analyse de genre. Non pas pour faire des

femmes un groupe cible distinct, mais pour atteindre l'objectif d'égalité des sexes.

Un travail d'homme

Dans les hautes Andes péruviennes, aux confins des départements de Puno et de Cuzco, les communautés indigènes peinent à survivre de l'agriculture et de l'élevage d'alpagas et de lamas. C'est pourtant grâce à ces derniers que la région est aussi réputée pour sa tradition ancestrale de tissage et de tricot, remontant au temps des Incas. Or, si traditionnellement, ce travail était l'apanage des hommes, ceux-ci partent de plus en plus souvent à la recherche d'emplois dans les mines, tandis que les jeunes, de leur côté, quittent la région, faute de perspectives.

Depuis 2012, le Trade for Development Centre (TDC) appuie ici un projet de l'entreprise familiale **Royal Knit**, qui s'est donné pour mission de former les *indigenas* aux techniques traditionnelles de tissage et de tricot pour, ensuite, leur donner la possibilité de collaborer à ses collections.

« Un aspect essentiel à cet égard est qu'une fois formées, ces femmes peuvent développer cette activité économique chez elles, de sorte à la combiner avec l'éducation de leurs enfants et leurs autres tâches ménagères », explique Steven De Craen, Financial Support Officer du TDC.

Doublement des revenus

Le projet soutenu par le TDC se focalise sur l'organisation d'une série de formations dans les communes d'Ocongate et de Lampa, et ce, avec un double objectif en tête : d'une part, préserver de l'oubli les techniques de tissage traditionnelles de la région et, d'autre part, offrir des opportunités économiques à tous ceux qui ne travaillent pas dans les mines. La grande majorité des participants sont des femmes, mais pas exclusivement.

Royal Knit

Depuis 2004, cette entreprise basée à Lima est membre de la *World Fair Trade Organisation (WFTO)*.

Avec à son actif plus de 40 formations organisées dans les différentes régions du pays, elle travaille avec des centaines de tisseuses selon les principes du commerce équitable et commercialise ses produits aux quatre coins du monde.

Il est ressorti de l'évaluation que l'impact sur leurs revenus est considérable : celles qui vivaient auparavant d'ouvrages faits main ont plus que doublé leurs revenus, grâce à l'amélioration de la qualité et à la réduction du taux de rejet des pièces, mais aussi aux salaires plus élevés octroyés par Royal Knit. L'entreprise assure la coordination, le contrôle de la qualité et les relations avec des clients (équitable) aux quatre coins du monde. Un effet positif est que, dans les deux communes, les femmes se sont émancipées, mais aussi associées afin de mieux organiser leur travail.

Impact

Dans l'*Altiplano*, l'idée persiste que l'enseignement n'est important que pour les garçons et le *machisme* sévit toujours : les fillettes doivent obéir à leur père et à leurs frères, et les femmes sont responsables de l'éducation des enfants et du ménage et, partant, économiquement dépendantes de leur mari. Dans pareille situation, il n'est pas illogique que les femmes endurent avec résignation toutes sortes de violences domestiques.



Début de la formation à Lampa © Royal Knit

Les travaux de tissage et de tricot effectués par les femmes d'Ocongate et de Lampa pour Royal Knit s'avérant parfaitement combinables avec leurs tâches ménagères et leur assurant un revenu, elles ont, pour la première fois de leur vie, le pouvoir de prendre elles-mêmes des décisions financières. Or, très souvent, leur priorité va à l'enseignement, et ce, également pour leurs filles. « Des projets tels que celui-ci, même à petite échelle, rehaussent la confiance en soi des femmes et changent l'idée que les hommes se font d'elles », conclut Steven De Craen. « Aussi avons-nous décidé de prolonger le projet et d'offrir à ces groupes de femmes la possibilité de concevoir une collection *ética lujo* (luxe éthique), qui sera ensuite présentée par Royal Knit aux salons (équitable) nationaux et internationaux. »



Femmes au travail à Ocongate © Royal Knit

Veuves du café

Une histoire similaire se déroule dans les collines fertiles entourant le lac Kivu, dans l'est du Congo. Il y a bien longtemps, les colonisateurs belges y ont introduit, avec succès, la culture du café. Mais, ces vingt dernières années, la région a été très durement touchée par la guerre et la violence, les agriculteurs se voyant à plusieurs reprises forcés d'abandonner leurs possessions - dont, aussi, leurs caféiers. Et l'État congolais s'est défilé, de même que les acheteurs de café. Une seule solution subsistait donc : traverser le lac Kivu dans des embarcations de fortune pour aller vendre le café illégalement au Rwanda... avec, pour conséquence, de fréquentes noyades et donc un taux élevé de veuves parmi les caféicultrices. Souvent, celles-ci ont, de ce fait, en outre perdu leur terre et leurs caféiers, la famille de leur mari venant généralement se les approprier. Certaines ont aussi été contraintes d'épouser un membre de la famille. De plus, des unités itinérantes tant des rebelles que de l'armée congolaise se sont rendues massivement coupables de violences sexuelles, les victimes étant ensuite rejetées, par honte, par leur communauté. Mais, aujourd'hui, l'espoir renaît dans les collines... Certaines coopératives ont continué à croire dans les possibilités offertes par la caféiculture, et notamment la qualité exceptionnelle de leur *arabica*.

Chef de famille

En 2011, le TDC a de son côté aussi décidé de financer plusieurs initiatives de la SOPACDI, notamment des pépinières de plants de caféier et des formations, très prisées d'ailleurs, sur des techniques culturelles durables. « Un fait marquant est que 25 % des 5.600 membres actuels sont des femmes », relève Steven De Craen. « Ce taux est exceptionnel car, jusqu'il y a peu, il était très inhabituel qu'une femme soit considérée comme chef de famille. C'est là déjà un résultat de la lutte que mène la SOPACDI contre l'inégalité de genre. Dans son rapport d'évaluation, elle mentionne explicitement comme

SOPACDI

Avec l'appui de la coopérative rwandaise COOPAC et de l'organisation britannique de commerce équitable Twin Trading, la **SOPACDI (Solidarité Paysanne pour la Promotion des Actions Café et Développement Intégral)** s'est depuis des années engagée dans cette voie.

Ces cinq dernières années, elle a connu une forte expansion, obtenu successivement la certification équitable et la certification biologique, et conquis sa place dans le circuit équitable. Ses membres, de leur côté, ont vu leurs revenus croître considérablement.

réalisation importante « le changement opéré chez les femmes, notamment en termes de conscience de soi et de capacité à prendre leur vie en main ».

Inmaculée Nimavu Musangi, présidente d'un groupe de femmes et membre du conseil d'administration de la coopérative, explique : « Quand la SOPACDI est venue dans mon village, elle a non seulement encouragé les hommes, mais aussi nous, les femmes, à devenir membres et à vendre notre café à la coopérative. C'était une situation sans précédent ! J'ai d'autre part aussi appris à mieux soigner mes caféiers et, comme le dépulpage et le lavage sont effectués à la station de lavage, j'ai maintenant beaucoup plus de temps. »

Women's coffee

Il y a quelques années, de concert avec des distributeurs britanniques et plusieurs coopératives africaines, Twin Trading a lancé une action intitulée *women's coffee*. La prime supplémentaire octroyée dans ce cadre aux femmes (2 centimes par livre de café) a été utilisée par la SOPACDI pour créer des groupes de femmes. Aujourd'hui, les statuts de la coopérative préconisent la présence d'au moins une femme administratrice à chaque niveau, de la cellule locale au secteur régional et à l'administration centrale. De plus, les groupes peuvent allouer une partie de la prime à des initiatives de leur choix.

Anaurite Baseme Mutebwa, présidente du comité des femmes de Kalungu : « Dans un de nos secteurs d'activités, nous avons acheté un moteur à bateau, de sorte que les femmes disposent aujourd'hui d'un service de transport lacustre. C'est tout bénéfique pour la communauté, mais aussi, pour nous, une source supplémentaire de revenus ! Ici, à Kalungu, le petit moulin que nous avons acheté nous



Le comité des femmes de Kalungu devant leur moulin © Twin

permet désormais de vendre de la farine de maïs et de manioc sur le marché. Tous les revenus que nous en tirons sont répartis à parts égales. Cela fait du bien de partager ses rêves avec un groupe et de retrouver l'espoir qu'un jour, nos enfants pourront tous aller à l'école. »

Droits de la femme

Lorsqu'en novembre 2012, les rebelles du M23 se sont emparés de Goma et que les unités de l'armée congolaise ont battu en retraite, des centaines de femmes ont été violées dans plusieurs des villages où est active la SOPACDI. Avec l'aide de Human Rights Watch et des Nations Unies, la SOPACDI et l'ONG Action d'espoir tentent aujourd'hui de briser le tabou et recueillent des témoignages en préparation à une longue bataille juridique.

Le TDC finance un petit projet de sensibilisation (auquel participent jusqu'à 25 % d'hommes) et de prise en charge globale des victimes des violences sexuelles membres de la SOPACDI. Et Steven De Craen de conclure : « Pour la SOPACDI, l'intégration des femmes dans le tissu économique est un des principaux moyens pour réaliser l'égalité de genre ».

L'or marocain

Notre dernier exemple nous emmène découvrir « le secret de beauté des femmes marocaines » : l'huile d'argan. De tout temps, la production de cette huile a été le travail des femmes. De mère en fille se transmettait le savoir-faire pour concasser les noix et en retirer les amandons, qu'elles pressaient ensuite à la main, à l'aide d'une meule.

Les hommes n'intervenaient qu'au terme de cette lourde tâche, pour vendre l'huile le long des routes ou dans les souks. La hausse, dans les années 90, de la demande étrangère d'huile d'argan a offert, selon Zoubida Charrouf, professeur en chimie à l'université de Rabat, d'importantes opportunités de développement durable pour le sud du Maroc : « La forêt d'arganiers constitue un barrage unique contre l'avancée du désert. En procurant aux habitants un revenu à part entière directement lié à la préservation de cette forêt, nous pourrions la sauver. Entre-temps, les grandes entreprises ont découvert l'huile d'argan et la production a été partiellement industrialisée. Il nous faut donc une alternative sociale pour veiller à ce que les revenus aillent bien aux personnes qui accomplissent le travail : les femmes. »

Lire et écrire

En 1996, Charrouf a créé la première coopérative de produits à base d'huile d'argan, avant d'ériger, en 1999, l'ONG **Ibn Al Baytar**. Depuis, l'organisation a encadré de nombreuses coopératives et lancé toute une série de projets dans la région, avec l'aide d'abord de donateurs internationaux et ensuite aussi du gouvernement marocain.

Les résultats ne se sont pas fait attendre : lorsque les coopératives commencent à procurer des revenus supplémentaires, la résistance des hommes s'émousse peu à peu. Aussi, pour la première fois, les femmes gèrent elles-mêmes leur revenu, ce qui, dans la culture berbère, constitue une nette amélioration de statut. Par ailleurs, des milliers de femmes suivant des cours d'arabe et apprenant à lire et à écrire, les mères tiennent de plus en plus à ce que leurs filles suivent l'enseignement secondaire.



Femmes berbères cassent les noix de l'arganier c © Tighanimine

Fair trade

En 2010, le Trade for Development Centre a entamé le financement d'un projet dans trois coopératives encadrées par Ibn Al Baytar à Targant et à Aquain Ouargan, avec pour objectif d'améliorer la chaîne de production ainsi que la présentation du produit.

Et ce, avec succès, en particulier pour la coopérative Tighanimine, qui a réussi en peu de temps à décrocher un label IGP (indication géographique protégée) ainsi qu'une certification biologique. Qui plus est, en 2011, elle est devenue le premier producteur d'huile d'argan certifié équitable. Ses membres participent à plusieurs salons nationaux et internationaux, et sont parvenues à décupler leur chiffre d'affaires en l'espace de deux ans. Cela a permis aux 60 femmes de la coopérative de devenir le gagne-pain de leur famille.

En 2014, le TDC a décidé de prolonger l'aide accordée à Ibn Al Baytar et d'utiliser le succès de Tighanimine comme levier de développement pour l'ensemble de la région.

« Dans toutes ces histoires, un fil rouge se dessine », conclut Steven De Craen. « En acquérant leur propre revenu, les tisseuses de l'Altiplano, les caféicultrices du lac Kivu et les femmes des coopératives d'huile d'argan marocaines ont vu leur monde - et celui de leurs filles - se transformer. »



La production de café apporte un nouvel espoir au Kivu, y compris pour les femmes © Twin

E.R.: Carl Michiels, CTB, Rue Haute 147, 1000 Bruxelles

Les opinions exposées dans cet article ne représentent pas forcément celles de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.



WWW.BEFAIR.BE

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**



2015 Année européenne pour le développement

Sources :

Soumission de projets, évaluations et rapports du Trade for Development Centre.

Genre : <http://www.btctb.org/fr/theme/genre>

Royal Knit : www.rkperu.com

SOPACDI : www.sopacdi.com; Reportage TV5 Monde : <https://www.youtube.com/watch?v=i0XB5MfiurU> (FR), <https://www.youtube.com/watch?v=-TCZqediSW0> (NL)

Twin : www.twin.org.uk/projects/bringing-new-producers-market-democratic-republic-congo

Ibn Al Baytar : www.association-ibnalbaytar.com

Tighanimine : www.facebook.com/cooperative.tighanimine.3?fref=ts, www.fairtradeafrica.net/argan-oil/women-villagers-join-forces/

Interview avec Zoubida Charrouf : <http://edition.cnn.com/video/data/2.0/video/international/2014/03/10/spc-african-voices-zoubida-charrouf-a.cnn.html> (3 parties)